



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2020-43
Séance du 05 novembre 2020 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt, le 05 novembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Briane, Caizergues, Castellon, Deyrat, Lenoir, Oudinot, Perez, Petit, Salgues, Serra

Mmes Berard, Gouard, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Aldon pouvoir à M. Briane, Mme Enjalbert pouvoir à Mme Palau, M. Huber pouvoir à M. Deyrat, M. Viala pouvoir à M. Oudinot

Absents excusés : Mme Balsan

Secrétaire de séance : Mme Irène Vilaplana

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 18

Procurations : 04

Absents : 01

Votants : 22

Date de convocation et affichage

27 octobre 2020

Objet : Demande de remise gracieuse de trop perçu de salaire

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

M. le maire donne la parole à M. Sylvain Castellon, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel, qui indique au conseil municipal que l'administration peut demander à un agent de rembourser une partie de sa rémunération lorsqu'elle lui a versé une rémunération à laquelle il n'avait pas droit. Les règles de la comptabilité publique permettent à l'employeur territorial d'accorder une remise gracieuse de la dette. Cette procédure permet d'effacer en tout ou partie la dette de l'agent. La remise gracieuse ne s'effectue que si des circonstances particulières la justifient (faute commise par l'administration, situation familiale, financière, professionnelle difficile de l'agent, etc...). Cette procédure n'est organisée par aucun texte spécifique, la jurisprudence prévoit qu'elle se déroule selon les modalités suivantes :

- demande de l'agent intéressé,
- décision motivée de l'organe délibérant (compétence exclusive),

Le conseil municipal, par délibération, est seul compétent pour admettre ou rejeter partiellement ou en totalité les demandes de remise gracieuse.

Il est donc proposé de fixer des règles internes en matière de remise gracieuse sur les éventuels trop-perçus de salaire des agents. Le conseil municipal doit étudier chaque demande individuelle de remise gracieuse, au regard de l'origine de la dette et de son montant, ainsi que de la situation personnelle de l'agent demandeur. Il doit se prononcer par délibération au cas par cas sur l'attribution ou non d'une remise gracieuse partielle ou totale de la dette. La collectivité n'est pas tenue de répondre favorablement à une demande de remise gracieuse mais il est proposé qu'elle puisse décider de l'accorder, en totalité ou pour partie pour un montant maximal de trois cent euros (300 €) net à la double condition suivante :

- que l'administration ait commis une erreur ou ait fait preuve de négligence,
- et que l'agent soit de bonne foi.

Le conseil municipal après discussion, sur proposition de M. le maire et à l'unanimité décide :

- qu'une remise gracieuse ne pourra être accordée que dans les cas où l'administration a commis une erreur ou a fait preuve de négligence, et si l'agent est de bonne foi ;
- de limiter à trois cent euros (300€) net par agent et par demande répondant aux conditions énoncées ci-dessus.

Lavérune le 05 novembre 2020

Roger CAIZERGUES
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérécourse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.1.1